

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la
présente convention par délibération n° du
Bureau de la Métropole en date du 5 Mai 2022

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

L'Association **Association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le**
cinéma et l'audiovisuel

sise 96, rue abbé de l'Epée
13005 Marseille

représentée par Sa Présidente, Madame Erika Wicke
ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine du cinéma et l'audiovisuel.

L'association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le cinéma et l'audiovisuel (ARTS) a été créée en 2002. L'ARTS est un réseau de près de 300 techniciens du cinéma et de l'audiovisuel, dont les objectifs sont d'améliorer la qualité de services de l'accueil des tournages pour le territoire, d'organiser des rencontres interprofessionnelles, de participer à la promotion du territoire, de répertorier et valoriser les compétences techniques et

créatives, d'informer ses adhérents sur les mesures légales et réglementaires, de favoriser l'insertion professionnelle et la transmission d'expérience, d'organiser des workshops techniques, d'animer un réseau de professionnels de la filière d'excellence du cinéma et de l'audiovisuel, de recueillir les besoins en formations et d'accompagner la création de bases logistiques pour l'accueil des tournages.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Animer un réseau de professionnels
- Dialoguer avec les associations professionnelles nationales
- Soutenir les industries techniques sur le territoire
- Améliorer la qualité de service de l'accueil des tournages sur le territoire
- Participer à la promotion du territoire
- Organiser des rencontres interprofessionnelles
- Organiser des workshops techniques
- Organiser des projections pour les équipes techniques de tournage
- Organiser une soirée networking
- Participer à s'informer sur les formations professionnelles
- Recueillir les besoins en formation
- Favoriser l'insertion professionnelle, la transmission d'expérience
- Informer les adhérents
- Répertorier et valoriser les compétences techniques et créatives
- Promouvoir l'association auprès des techniciens hors réseau
- Mettre en place une permanence dans un lieu dédié à l'association pour mieux accompagner les adhérents
- Accompagner la création d'une base logistique d'accueil des tournages compétitive

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2022 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

-Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;

-Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'association :

• L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 90 400 €.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 4 000 €, et représente 4,42 % du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le

montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 2 000 € pour le Pays d'Aix
- 2 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un versement unique par chaque territoire sur demande du bénéficiaire après la signature de la convention par les deux parties.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.
La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

La Présidente

**La Présidente
Martine VASSAL**

Budget Prévisionnel global 2022 de la structure « ASSOCIATION REGIONALE DES TECHNICIENS DU SUD-EST POUR LE CINEMA ET L'AUDIOVISUEL »

DEPENSES		RECETTES	
60 - ACHATS	1 700,00 €	70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	
Achats stockés (matières premières, autres appro)	0,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats d'études et de prestations de services	0,00 €	73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	
Achats de matériel, équipements et travaux : <i>petits équipements, bureautique</i>	600,00 €	Dotations et produits de tarification	
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives)	0,00 €	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	66 000,00 €
Achats de marchandises	0,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Autres achats : <i>Photocopies, reprographie et fournitures administratives</i>	1 100,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	4 660,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Sous traitance générale		Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Redevances de crédit-bail		Région(s)	40 000,00 €
Locations mobilières et immobilières : <i>Location local général et location lieux d'événements, locations de matériel technique pour formations et workshops</i>	3 500,00 €	Département(s)	10 000,00 €
Charges locatives et de copropriété		Communes	
Entretien et réparation	400,00 €	Organismes sociaux	
Primes d'assurance	410,00 €	Fonds européens	
Divers (études/ recherches, documentation, colloques ...)	350,00 €	L'agence de services et de paiement	
62- AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	15 920,00 €	Autres établissements publics: <i>Toulon Provence métropole Ville de Marseille</i>	16 000,00 €
Personnel extérieur : <i>Indemnités des intervenants débats et événements, sécurité événements</i>	4 000,00 €	Aides privées	
Rémunération d'intermédiaires et honoraires : <i>expert comptable</i>	600,00 €	EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence)	
Publicité, information et publications : <i>carte de visite flyers, affiches et tshirt</i>	1 400,00 €	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION : MÉTROPOLE AIX MARSEILLE	14 000,00 €
Transports de biens et transports collectifs du personnel	1 000,00 €	Métropole Aix Marseille Provence (Echelon central)	2 000,00 €
Déplacement, missions et réceptions	8 000,00 €	Territoire Marseille Provence	2 000,00 €
Frais postaux et de télécommunications	400,00 €	Territoire du Pays d'Aix	2 000,00 €
Autres (travaux exécutés à l'extérieur, etc...) : <i>frais bancaires et cotisations aux associations nationales</i>	520,00 €	Territoire du Pays Salonais	2 000,00 €
63 - IMPÔTS ET TAXES		Territoire du Pays d'Avignon et de l'Étoile	2 000,00 €
Impôts et taxes sur rémunération		Territoire Istres - Ouest Provence	2 000,00 €
Autres impôts et taxes		Territoire du Pays de Martigues	2 000,00 €
64 - CHARGES DE PERSONNEL	68 120,00 €	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)	8 900,00 €
Rémunération du personnel : <i>2 postes à pourvoir : coordination générale et chargé de communication</i>	48 000,00 €	Autres produits de gestion courante	2 900,00 €
Charges sociales	20 120,00 €	Dont cotisations	6 000,00 €
Autres charges de personnel		76- PRODUITS FINANCIERS	
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		Produits financiers	
Autres charges de gestion courante		77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 500,00 €
66 - CHARGES FINANCIÈRES		Produits exceptionnels	1 500,00 €
Charges financières		78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES		Reprises sur amortissements et provisions	
Charges exceptionnelles		79 - TRANSFERT DE CHARGES	
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS A RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES		Transfert de charges	
Dotation aux amortissements, provisions et engagements		87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		Bénévolat	25 000,00 €
Impôts sur les bénéfices		Prestation en nature	
		Dons en nature	
		TOTAL RECETTES hors contributions volontaires	90 400,00 €

86- EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE	
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	
Personnel bénévole	25 000,00 €
TOTAL DEPENSES hors contributions volontaires	90 400,00 €